

## Notes de lecture

**Coline Cardi et Geneviève Pruvost (eds) – *Penser la violence des femmes***

(2012). Paris, La Découverte « Sciences humaines », 442 p.

Sur la couverture du livre, qui fit beaucoup parler lors de sa sortie, on découvre le photomontage<sup>1</sup>, sur fond mauve et fleuri, d'un corps de femme blanche, armée jusqu'aux dents, dont le visage a été remplacé par une tête de Barbie coiffée d'un diadème. Cette image, à première vue réjouissante, devient cauchemardesque quand on la regarde de plus près. La peau du bras gauche, qui tient une énorme mitraillette, est noire ; ce bras semble d'ailleurs totalement détaché de l'épaule, blanche et tatouée, elle-même posée de travers sur le torse. On réalise alors que ce corps monstrueux, à l'anatomie impossible, est composé de différents morceaux de femmes et du visage inexpressif et souriant d'une poupée. La séduction cocasse suscitée d'abord par cette 'Barbie kalachnikov' laisse donc rapide-

ment place à un profond malaise.

Or c'est précisément à cette impression que s'attaque le livre – à ce malaise, suscité par la question de la violence (physique, symbolique, sexuelle, légale ou non, etc.) lorsqu'elle est exercée par les femmes, dont le genre est, précisément, socialement construit comme non violent. Coline Cardi et Geneviève Pruvost relèvent d'ailleurs le paradoxe de cette violence féminine qui est soit niée, soit hypertrophiée : dans les deux cas, il s'agit bien évidemment de « *reproduire la différence des sexes* » (p. 19). On comprend ainsi qu'étudier la violence des femmes permet de mettre au jour un certain nombre de mécanismes de la domination masculine, pour peu que l'on mène cette tâche avec la réflexion et la distance nécessaires. Car le titre, '*Penser la violence des femmes*', est significatif de la perspective choisie par les coordinatrices de l'ouvrage. Il s'agit moins, en effet, de proposer un état des lieux, forcément non exhaustif, des pratiques féminines violentes, que de lancer les bases d'une véritable réflexion autour des multiples facettes de

<sup>1</sup> On regrette, au passage, de n'en connaître ni l'auteur-e, ni la provenance.

ces pratiques – la violence des femmes constituant, au passage, un exemple paradigmatique de ce que peut être un *impensé* dans les sciences sociales.

Issu d'un colloque international qui s'était tenu en juin 2010 à l'Université Paris 7, ce recueil de textes propose donc une discussion des formes extrêmement variées que peut prendre la violence exercée par les femmes. Répartis en quatre parties, les vingt-trois chapitres de l'ouvrage, dont il convient de souligner la grande cohérence (ce qui est rare dans les ouvrages collectifs de cette ampleur), présentent ainsi un paysage fort diversifié de la violence des femmes et des contextes dans lesquels elle se produit, du XVI<sup>e</sup> siècle à l'époque contemporaine, du Moyen-Orient ou de l'Amérique latine à l'Europe ou à l'Afrique, de la sphère domestique aux conflits politiques, des Amazones aux gangs de filles, de la terroriste à la 'mauvaise mère'. La première partie traite des « Violences politiques », c'est-à-dire des actes violents de type terroriste ou guerrier, commis par des femmes dans un contexte où la violence est, pourrait-on dire, 'collective'. La deuxième section, intitulée « Le privé et le politique », aborde la question des violences individuelles, exercées par les femmes dans un contexte familial (un chapitre traite notamment du problème des femmes pédophiles) ou communautaire (les trafiquantes des *favelas*, par exemple). Dans

la troisième partie, c'est au « Traitement institutionnel de la violence des femmes » que l'on s'intéresse, à travers les différentes manières dont ont été perçues – et donc traitées – les violences féminines : médicalisation, contrôle social des corps, indifférence ou aveuglement collectif, comme dans le cas de la non-prise en charge des anciennes soldates par les programmes internationaux de réinsertion dans la vie civile. La dernière section du livre propose enfin une réflexion autour de la représentation – plus ou moins fantasmée – des femmes violentes, depuis Charlotte Corday jusqu'à *Terminator*. Cette partie, qui délaisse les pratiques sociales pour analyser l'omniprésence de la violence féminine dans les imaginaires collectifs, est passionnante mais apparaît un peu en décalage avec le reste du livre.

Traiter de la violence des femmes implique, en fait, un certain nombre de préalables nécessaires, qui sont clairement exposés, dans une longue introduction générale, par Cardi et Pruvost. D'abord, les violences *subies par* les femmes restent prééminentes en contexte patriarcal, et s'intéresser aux violences *exercées par* les femmes n'est pas une manière de gommer ce constat. Ensuite, la violence exercée par les femmes n'est considérée ni comme un but, ni comme la manifestation d'une émancipation, mais comme une réalité sociale et historique qui, en tant que telle, peut et doit

être étudiée. De même, il ne s'agit pas d'excuser ces violences au nom de la domination subie par leurs auteures. Enfin, il est important de rappeler que la violence exercée par les femmes n'est pas intrinsèquement et automatiquement *féministe* (elle l'est même assez rarement).

Ces préalables posés, la première étape est d'identifier les actes de violence des femmes, c'est-à-dire de les exhumer et de les qualifier. Ce travail indispensable implique le recours à des catégories à la fois solides et fines, dans la mesure où des actes similaires pourront être perçus comme violents ou non, selon les catégories sociales, les lieux ou les époques considérés. Cardi et Pruvost montrent d'ailleurs ce que l'étude de la violence des femmes fait non seulement à l'étude de la violence (le livre est ainsi un plaidoyer pour « *élargir le champ d'étude des violences* » p. 58), mais aussi au genre. Car étudier la violence nécessite, par exemple, de mettre particulièrement l'accent sur « *l'hétérogénéité du groupe des femmes* » (p. 59) ou d'interroger systématiquement le sexe du chercheur, dans la mesure où le savoir sur la violence est un savoir *situé*, à la fois androcentré et ethnocentré, et ce d'autant plus qu'il fut déserté par les études féministes pendant longtemps<sup>2</sup>.

Cardi et Pruvost relèvent, en outre, trois grandes manières de percevoir ces violences. Il y a, en premier lieu, celles que l'on pourrait dire 'hors cadre', c'est-à-dire les violences féminines qui font l'objet d'un déni ou d'une requalification, qu'on persiste à refuser de voir ou, à l'inverse, qu'on ne cesse de redécouvrir – souvent avec effroi, à l'instar de la délinquance des groupes d'adolescentes. Occultées, ces violences sont, par excellence, celles qui impliquent un détour par l'histoire, par des catégories statistiques fines ou par un travail d'enquête qualitative approfondi et prudent, puisqu'il s'agit avant tout de les 'faire exister' en tant que telles.

Mais les violences exercées par les femmes ne sont pas toujours invisibles ; elles sont parfois, au contraire, mises en avant tels les symptômes de dysfonctionnements physiologiques ou sociaux. Ces violences peuvent confirmer ou infirmer l'ordre des rapports de sexe. Dans le premier cas, les auteures parlent de violences « *sous tutelles* », c'est-à-dire soit perçues comme le propre des femmes (cette « *sauvagerie féminine originelle* », p. 28, qu'il faut soigner ou canaliser), soit commises dans un contexte de domination subie qui déresponsabilise plus ou moins les auteures de ces

<sup>2</sup> À ce propos, les auteures expriment clairement (p. 26) leur désaccord avec la dénonciation du supposé refus des féministes

d'étudier les violences féminines pour mieux focaliser l'attention sur les femmes comme victimes (Badinter Élisabeth [2003]. *Fausse route*. Paris, Odile Jacob).

actes (à l'instar des femmes violentes manipulées ou terrorisées, des amoureuses, de celles qui sont prises dans une division sexuelle du travail guerrier, etc.). Enfin, la troisième catégorie regroupe les violences dites « *d'émancipation* » qui impliquent un renversement de l'ordre sexuel. Ces violences subversives sont commises dans des « *niches sociales* » (p. 38) qui les rendent possibles : famille, école, sport, sadomasochisme, lutte armée, etc. L'appropriation par les femmes de pratiques violentes peut alors parfois donner lieu à des « *expériences concrètes de neutralisation des différences de sexe* » (p. 52).

On l'aura compris, ce livre est une somme incontournable, et son introduction générale un texte fondateur – et en grande partie programmatique – pour le développement d'un nouveau champ au sein des études sur le genre. Il importe d'ailleurs de relever la remarquable bibliographie qui complète celle que Cardi et Pruvost ont constituée sur le même sujet dans un numéro de *Champ pénal* en 2011<sup>3</sup>.

Signe de l'importance de ce livre (« *événement intellectuel* » pour Arlette Farge, préface, p. 18), sa sortie fut amplement saluée par les médias. Cette large réception fait écho au silence qui avait accueilli la parution du livre dirigé par Arlette Farge et Cécile

Dauphin sur le même thème en 1997<sup>4</sup>, ce qui montre à quel point les choses ont évolué, tant du côté des sciences sociales en général, que du côté des études sur le genre en France ces quinze dernières années. Le constat est d'ailleurs repris, dans sa postface, par Rose-Marie Lagrave pour qui ce livre est « *un pavé dans la marre* [la coquille – d'origine – est intéressante !] *des sciences sociales et du féminisme* » (p. 407). On ne peut qu'être d'accord avec elle.

**Séverine Sofio**

Sociologue, CNRS, CRESPPA-CSU

**Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, Lyne Kurtzman et Dominique Payette (eds) – *Retour sur un attentat antiféministe. École Polytechnique, 6 décembre 1989***

(2010). Montréal, Remue-ménage « Observatoire de l'antiféminisme », 175 p.

Le 6 décembre 1989, Rodrigue Liès Ghamil Gharbi – renommé Marc Lépine après la séparation de ses parents –, alors âgé de 25 ans, entre à l'École Polytechnique de Montréal, se dirige vers le bureau du registraire où il est en capacité de s'inscrire. Il en sort, assassine treize étudiantes et une travailleuse, en blesse neuf autres et quatre hommes, avec le fusil semi-automatique qu'il porte dans son sac, puis se suicide. Il laisse une lettre où il *explique* son

<sup>4</sup> Dauphin Cécile, Farge Arlette (eds) (1997). *De la violence et des femmes*. Paris, Albin Michel.

<sup>3</sup> <http://champpenal.revues.org/8102>

geste, et une liste de dix-neuf femmes célèbres à abattre.

La génération des étudiantes visées par le tueur n'est pas la première : Gabrielle Bodis est diplômée en 1959. En 1968, nous sommes déjà une trentaine d'étudiantes (environ 2 % du total, 20 % en 1995) et Polytechnique est à l'époque un lieu bien machiste, ce qui nous amènera à créer un Comité F en 1971.

Les féministes et leurs allié-e-s commémorent ces disparitions tragiques. Ainsi, le colloque *La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard : les violences masculines contre les femmes et les féministes* dont est issu ce livre (complété d'un DVD artistique) dont je présenterai ici certains textes.

Le fil rouge du livre est l'analyse diachronique des raisons de la tuerie et son impact sur les représentations sociales au Québec. Les directrices et directeur de l'ouvrage soulignent que la mobilisation féministe contribue à construire la mémoire collective, et que son interprétation est objet de luttes politiques. En effet, des antiféministes ont été jusqu'à affirmer qu'on serait allé trop loin dans les droits accordés aux femmes, bouleversant en conséquence les rapports entre les sexes, culpabilisant les féministes<sup>5</sup> pour ces meurtres.

<sup>5</sup> Cf. *Cahiers du Genre*, n° 52 et *Recherches féministes*, vol. 25, n° 1 « Les antiféminismes », coordonné par Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux (2012).

Les mots utilisés pour les décrire varient au fil des pages : attentat, attaque, tuerie, geste, attentat terroriste, attentat kamikaze, massacre, événement tragique, meurtre de masse et acte terroriste antiféministe. Les auteur-e-s se demandent si c'est le recul historique qui permet de nommer ces actes comme un attentat terroriste, ou si c'est le contexte politique qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 à New York. Selon Judy Rebick, c'est « *un acte de terrorisme classique destiné à insuffler la peur dans le cœur des femmes* » (p. 40).

Micheline Dumont rappelle le rôle assigné aux femmes du Québec par les représentants de la religion, pour assurer la cause nationaliste : la revanche des berceaux. La contraception restera interdite dans les mentalités jusqu'à la révolution tranquille des années 1960 et l'arrivée de la pilule. Puis elle décrit la lente mais sûre montée de l'antiféminisme.

Le contexte du colloque est analysé par Diane Lamoureux comme un moment d'échec du mouvement féministe. Elle note que ces meurtres servent de déclencheur et suscitent une renaissance de la droite politique et revancharde, et explique que les premières analyses journalistiques ont banalisé la tuerie par la psychologisation du comportement du tueur, la naturalisation de ses actes du fait de l'origine maghrébine de son père. Ces

analyses ont empêché de présenter la dimension misogyne, sexiste et antiféministe du geste, « *déclaration de guerre contre le féminisme* » selon Francine Pelletier, une des dix-neuf femmes « à abattre » selon Lépine, qui démontre que la tuerie est un point de bascule dans l'histoire contemporaine du Québec.

Mélissa Blais expose le film *Polytechnique* comme une représentation négociée de l'événement entre féminisme et antiféminisme : deux personnages rescapés de la tuerie, un homme qui se suicidera de honte de n'avoir rien tenté, et une femme qui s'en sort bien. Le film aboutit à une mise au pas des féministes, clivées entre les bonnes (égalitaires) et les mauvaises (radicales, combattives). Julienne Piduck dépeint trois documentaires qui agissent en caméra témoin et évaluent les traumatismes suscités, l'un circonscrivant l'impact aux personnes présentes, et les autres lui donnant une portée universelle de violence faites aux femmes. Le film de Francine Pelletier, *Legacy of Pain*, repère « *l'héritage de douleur* », traumatisme qui perdure. Elle souhaite produire un portrait socio-psychologique du tueur, ce qui, selon Piduck « *met l'accent sur Lépine en tant qu'individu et brouille la signification plus large de l'événement* ».

Yannick Dulong et Richard Poulin retracent les mécanismes de la misogynie et proposent une réflexion sur les meurtres de

masse. Ils notent que les périodes de radicalisation politique et sociale sont moins marquées par ce type de meurtres, et que la violence de ces meurtriers s'exerce avant tout à l'égard des groupes discriminés contestant leur domination.

Citoyen-fou, ou pas, citoyen criminel, des féministes ont souhaité sans succès qu'un procès ait lieu. Le refus global de l'éventualité d'une folie de Lépine court comme une exigence politique tout au long de l'ouvrage, comme un nécessaire désaveu de tous ceux qui ont et continuent à banaliser ces crimes en les expliquant par la folie du tueur. Les textes de psychiatres québécois qui donnent un autre avis<sup>6</sup> ne sont ni présentés ni discutés (sauf brièvement celui de Guy Corneau). En l'absence de consultation possible des archives psychiatriques de l'Hôpital Sainte-Justine, qui le concernent, il est difficile d'établir le diagnostic de folie *post mortem* de Marc Lépine et de déterminer s'il était *sujet de droit* au moment de ses actes. Dire qu'une personne est saisie par la folie, reste une question qui n'empêche pas de donner un sens politique à son geste, de se demander de quels faits sociaux il est le symptôme.

La folie, constatée par les experts au moment d'un meurtre, ne signifie pas que le fou est *non-auteur* des actes, mais qu'il n'est

<sup>6</sup> Cf. Meynaud Hélène Yvonne (2000). « Blanche-Neige et l'épine : femmes, technologies et folie ». *Chimères*, n° 38.

pas impliqué comme sujet de droit dans son acte, et la justice prononcera un non-lieu sans jugement. À propos des meurtres de Pierre Rivière, il sera dit que : « ... On ne néglige aucun moyen pour réduire la portée de son acte : puisqu'il vise l'ordre social, celui de son contrat, son acte ne peut être que le fait d'une bête ou d'un fou, l'envers d'un homme. »<sup>7</sup>

Citoyen-terroriste, voire kamikaze ? Dominique Payette s'appuie sur la théorie de deux chercheurs de l'Université de Leiden<sup>8</sup>, Alex P. Schmid et Janny de Graaf, pour justifier du nouveau qualificatif politique de la tuerie. Cette idée lui vient en réfléchissant à l'action des talibans qui ont vitriolé le visage de jeunes filles qui osaient aller à l'école. Elle considère qu'à travers ces jeunes filles, ce sont l'ensemble des écolières que les talibans terroristes souhaitent terroriser (cible ultime pour Schmid et de Graaf). Détaillant la théorie des deux chercheurs, elle explique que le terrorisme n'est pas qu'une violence mais aussi une propagande : « Le terrorisme n'assassine pas seulement pour tuer quelqu'un mais pour obtenir un certain effet

sur d'autres personnes que ses victimes » (p. 65). Le terroriste rend par ailleurs son ennemi responsable de son geste, dont l'amplification et la diffusion sont la raison d'être de l'acte terroriste. C'est alors que cette violence se distingue de la « violence domestique qui recherche le secret de l'intimité » (p. 66).

Que dire de cette relecture de l'histoire après le colloque entraînant une nouvelle appellation des meurtres de Lépine ? La construction sociale d'un opposant en terroriste est banalisée comme celle des épiciers engagés de Tarnac, d'Aurore Martin dont l'action pro-basque est considérée comme légale en France et illégale en Espagne, de Pinar Selek, sociologue turque condamnée pour terrorisme à la prison à vie, à cause d'une recherche réalisée en milieu kurde. Ces appellations servent à augmenter les lois répressives et juguler l'opposition politique. Selon Joel Simon, « Nous vivons une époque où l'action contre l'État et la qualification de 'terroriste' sont devenues les moyens privilégiés des gouvernements pour intimider, détenir et emprisonner les journalistes »<sup>9</sup>.

Les terroristes ne cibleraient pas leurs opposants ? Le mouvement *Action directe* choisissait les personnalités à assassiner suivant la théorie de l'assassinat sélectif. Les tueurs de masse, comme certains terroristes, ne

<sup>7</sup> Peter Jean-Pierre, Favret Jeanne (1975). « L'animal, le fou, la mort ». In *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère. Un cas de parricide au XIX<sup>e</sup> siècle*. Présenté par Michel Foucault, Paris, Gallimard, p. 263.

<sup>8</sup> Schmid Alex P., de Graaf Janny (1982). *Violence as Communication. Insurgent Terrorism and the Western News Media*. London & Beverly Hills, Sage.

<sup>9</sup> *Huffington Post*, Québec, 11/12/2012.

ciblent pas, leur profil sociologique est bien documenté (Yanick Dulong, Richard Poulin, p. 90). Le terrorisme évoque l'action d'une organisation politique, rarement un acte isolé. C'est une appellation fourre-tout qui masque aussi l'essence politique des actes.

Les appellations ont un sens politique : fou, et/ou terroriste ou et/ou meurtrier de masse. Mais quel que soit le qualificatif, la tuerie de Marc Lépine à Polytechnique est un acte politique misogyne, sexiste.

**Hélène Yvonne Meynaud**

Sociologue

**Delphine Gardey (ed) – *Le féminisme change-t-il nos vies ?***

(2011). Paris, Textuel, 144 p.

Dans le format des textes courts (144 pages) cet ouvrage, coordonné par Delphine Gardey, montre comment le militantisme féministe a construit de nouveaux modèles de pensée ou étendu les anciens. Façons de voir le monde qui se sont répandues tant dans les ouvrages savants que dans les publications à forte diffusion comme un référentiel de notre actuelle modernité. D'où son propos : « *Revenir sur le passé, le présent et le futur du féminisme afin de rendre compte de la façon dont il a changé, dont il change nos vies.* » (p. 10)

Entourés par une introduction et une conclusion de l'organisatrice du livre, six chapitres abordent tour à tour les impulsions nouvelles que le féminisme, à

partir des années 1960, introduira dans la pensée politique, dans l'analyse du travail, dans la conception des sexualités, dans la mise en cause d'une 'colonialité de la pensée', dans la vision du couple et de la famille, dans la déconstruction d'une vision stéréotypée des rôles sexués.

En évitant toute synecdoque qui opposerait un féminisme à un autre, Delphine Gardey et les autres auteur-e-s<sup>10</sup> du livre veulent, à la suite de leurs devancières anglo-saxonnes (elles-mêmes redevables de Simone de Beauvoir et du rapport Kinsey), tester jusqu'à quel point les théories portées par ce mouvement permettent de « *comprendre de qui et de quoi se compose le monde* » (Haraway, citée p. 118).

Raison pour laquelle chaque chapitre commence par une analyse factuelle et historique de la situation avant que le féminisme ne s'en empare, puis comment il transforme le regard en ouvrant d'autres possibilités d'action, jusqu'alors ignorées. Ainsi en va-t-il de l'énoncé « *l'intime est historique et politique* », qui a pour ambition de recenser les espaces dans lesquels se construisent des normes et des stéréotypes minorant l'action féminine et sa place dans le collectif, de subvertir le genre ou au moins en faire bouger ses frontières. Pour cela, parmi les leviers, il y a les mou-

<sup>10</sup> Isabelle Giraud, Rachel Vuagniaux, Lorena Parini, Iulia Hasdeu, Laurence Bachmann et Christian Schiess.

vements visant à faire prendre conscience de la sujétion féminine, qui luttent pour leur autonomie et la croissance de leur capacité d'action (*empowerment*), aboutissant aux déclarations de la conférence de Pékin en 1995, mais aussi à la prise de conscience que ce sont les démocraties rhizomiques, les démocraties où l'initiative viendrait d'en bas, qui seraient les plus à même de rendre la répartition du pouvoir conforme à la distribution de la population dans la société. Donc, d'une certaine façon, construiraient les prémices de l'égalité.

Cette analyse conduit aussitôt à s'intéresser à la place de chaque sexe dans la division du travail. D'abord dans celle du travail salarié, produit de la révolution industrielle, où, aux différentes hiérarchies de métier, de maîtrise technique ou gestionnaire se superpose celle de la prééminence masculine, dans les responsabilités et les revenus. Car « *la valorisation par la technique est générée. Dans les métiers masculins elle sera valorisée et niée ou dévalorisée dans les métiers féminins* » (p. 46).

Le livre cherche ensuite à répondre à la question « *Le féminisme a-t-il redéfini les sexualités ?* » Le rappel historique montre comment, à partir des résultats des deux rapports Kinsey révélant l'importance des pratiques homosexuelles intermittentes dans des couples hétérosexuels, naîtront une critique des préceptes

de la morale chrétienne traditionnelle mais aussi celle de la 'normalité' sexuelle selon Freud. Dans un mouvement de rejet des conceptions patriarcales des rapports sociaux, le féminisme lui oppose « Notre corps nous appartient » et opte pour la conception existentialiste d'une morale partiellement individuelle. Il se forme alors une relation entre les travaux savants et le mouvement féministe pour faire perdre son caractère pertinent à la vision de la sexualité comme comportement « *naturel, guidé par l'instinct* » et faire entrer son analyse « *dans la culture, dans le social, dans le politique* » (p. 60). Dès lors, certains féminismes s'affirmeront en considérant l'homosexualité comme un comportement aussi normal que l'hétérosexualité et davantage en phase avec une lutte contre le patriarcat. Et feront de la reconnaissance de ce point de vue un thème de mobilisation, puisque découlant aussi bien de la vision de l'intime comme étant politique.

En posant la question : « *Un féminisme 'décolonial' est-il possible ?* », le chapitre 4 aborde un point à la fois intéressant et doublement délicat, car il fait face à deux des contradictions centrales du monde occidental, que seule, longtemps, la croyance dans une évolution comportant un progrès indéfini permettait de résoudre. Ces contradictions sont celles que le ou la dominé-e

(économique ou militaire) dénonce quand il demande de quel droit les Occidentaux prétendent se libérer de jugs qui continuent à peser sur lui ou elle, comme dans le cas des féministes blanches de classe moyenne se désintéressant de la situation doublement opprimée des femmes de couleur aux États-Unis ou, encore plus crucial, dans l'exemple du féminisme de classe moyenne constituant comme ennemis « *le garçon arabe et sa sœur voilée* » ou celui de la presse occidentale volant au secours de la femme afghane sans s'interroger sur le magnifique alibi qu'elle forme pour justifier une guerre de plus de dix ans qui finira très probablement en capitulation honteuse pour les Occidentaux, donc leur futur 'enfermement'. « *Ironiquement, si d'une part les politiques officielles d'une partie des États occidentaux traitent ces femmes comme victimes, elles laissent d'autre part sciemment le capitalisme mondialisé s'appuyer sur leur force de travail sous-payé, dévalorisé, non-protégé.* » (p. 78)

Après ce coup d'éclat, le chapitre suivant, qui traite des relations entre le féminisme et la notion d'individu, montre comment, pour certaines femmes, donc pour certains féminismes, la faiblesse croissante des États et la force montante des marchés permet d'ouvrir quelques fenêtres d'opportunité et de donner à leur capacité d'agir de nouveaux espaces de liberté. Dans des sociétés qui révèrent l'autonomie

et prônent une égalité modulée par le mérite, les performances scolaires supérieures des filles les aident à grignoter le bloc du pouvoir masculin, dans la famille et dans l'espace public. Mais l'entame est longue à digérer et les résistances de l'ordre ancien, souvent muettes, sont importantes. Mais, devenues « *entrepreneuses de leur vie* », avec des malades réifiantes et des avancées certaines dans l'autonomie que confère le travail rémunéré, elles continuent à manger la montagne encouragées par le discours féministe.

Le dernier chapitre pose la question à première vue saugrenue : « *Le féminisme émancipera-t-il les hommes ?* » Il commence en rappelant que, victime des stéréotypes masculins, une femme est rarement renvoyée à autre chose que le fait qu'elle soit une femme, comme si cela suffisait à la caractériser. Comment, dans ces conditions, penser le changement d'une situation définie par la domination masculine à celle de la montagne grignotée énoncée dans le chapitre précédent ? Ici encore, il faut se méfier des synecdoques, prendre l'arbre pour la forêt, et les 'nouveaux pères', ceux qui langent, balayent et cuisinent quelquefois, pour une norme montante. Sont-ils conscients de ce que leur confort quotidien doit aux contraintes sur l'autre genre ? « *On ne naît pas dominant, on le devient* », nous dit ce chapitre, mais il ajoute que

les choses changent. Lentement.

On l'aura compris, malgré le côté balourd de ce compte rendu (mais avec un texte écrit par plusieurs et traitant de plusieurs points peut-on faire autrement ?) nous sommes en présence d'un livre très bien fait, à la fois précis, aigu et concis, d'une écriture claire et agréable et d'une qualité pédagogique certaine. Il devrait bien sûr être dans la bibliothèque de tous les étudiants et étudiantes en sciences sociales et humaines, mais ferait aussi grand bien aux journalistes de la presse orale, écrite et en images.

**Pierre Tripier**

Sociologue

**Caroline Ibos – *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères***

(2012). Paris, Flammarion, 278p.

Le livre, *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères : une enquête de Caroline Ibos*, est le résultat d'un regard attentif et sensible sur une scène assez banale dans un square parisien : des nounous noires s'occupant d'enfants blancs.

En partant d'une ethnographie détaillée de ces nounous, Caroline Ibos dépasse la simple description en montrant que la vie de ces femmes concentre des enjeux politiques importants. Ses observations l'amènent également chez leurs employeuses. C'est ainsi que l'auteure est conduite à centrer son enquête sur le fonctionnement de la relation entre nounou et employeuse.

Mais, la chercheuse va au-delà de cette microsociologie en montrant que la confrontation de ces femmes reflète des rapports de pouvoir qui se jouent à l'échelle mondiale. Elle met en évidence un phénomène sociologique plus large : le flux migratoire de femmes originaires de pays pauvres qui partent pour s'occuper des enfants de familles bourgeoises dans les pays riches. Ce flux de migrantes correspond, selon Ibos, au marché du « *soin d'autrui* », de plus en plus souvent désigné par le mot anglais *care* (à la fois substantif et verbe), le marché du *care*.

La théorie du *care* s'est développée aux États-Unis dans les années 1980, à partir de la critique par Carol Gilligan de la théorie dominante du développement moral de Lawrence Kohlberg. Selon cette théorie, le degré le plus élevé de raisonnement moral met en œuvre des principes de justice abstraits et impartiaux.

En fondant une justice du *care*, les théoriciennes mettent d'avantage l'accent sur l'importance des engagements réciproques des acteurs sociaux que sur l'autonomie du sujet. C'est en suivant cette idée qu'Ibos élabore ses réflexions. « *Toute diplômée et bien rémunérée qu'elle soit, l'employeuse ne parviendrait pas à réaliser son désir de réussite familiale et sociale si, dans son ombre et sous son autorité, la nounou ne travaillait pas pour elle.* » (p. 13) Comme le suggère cette théorie,

Ibos voit la vulnérabilité comme condition élémentaire du sujet social. Elle considère aussi que les acteurs sociaux se réfèrent à des représentations morales.

Le livre nous fait découvrir ce qui se passe dans un square situé à la frontière des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arrondissements de Paris. L'auteure décrit un territoire bien organisé (p. 23). Chacun-e y a sa place. Face aux aires de jeu, les mères ou les grands-mères sont au centre, majestueuses, assises deux par deux. Dans les contre-allées, isolées, des étudiantes, jeunes filles au pair, et des nounous originaires d'Europe ou d'Afrique du Nord. Les nounous africaines, quant à elles, se serrent à trois ou quatre par banc, dans une allée invisible de la rue.

C'est dans cette première partie que Ibos mène une réflexion sur les critères sous-jacents à la définition d'une « bonne nounou », celle qui aimera les enfants de telle sorte que l'argent ne sera pas primordial à ses yeux. Cette réflexion s'appuie sur le récit de la cérémonie du recrutement au cours de laquelle les parents rencontrent les candidates. Elle donne à entendre dans les propos des parents-recruteurs, une « théorie des races » sur les nounous. En effet, selon leurs origines ethniques et culturelles, leur sont attribuées des caractéristiques : « ...Les Asiatiques seraient propres et minutieuses mais froides avec les enfants ; les Maghrébines sévères à en être

dures, susceptibles mais responsables ; les Colombiennes dociles mais sournoises, les Africaines nonchalantes, maternelles mais peu portées sur les activités ménagères. » (p. 42). De plus, Ibos met en évidence la contradiction morale et politique dans laquelle se trouve la future employeuse : « Comment confier ce qu'elle a désormais de plus cher à une personne qui ne doit pas lui coûter cher ? » (p. 33).

Les employeuses rencontrées par la chercheuse sont diplômées de l'enseignement supérieur et occupent des postes à responsabilité. La plupart font partie des classes moyennes ou supérieures.

Les nounous sont ivoiriennes. À la suite d'une décision collective, elles partent, avec pour mission de trouver des ressources supplémentaires, même si leurs enfants doivent être élevés par quelqu'un d'autre. Le départ et l'arrivée dépendent du réseau familial ou amical. Cette dépendance constitue une dette morale et matérielle envers les leurs. Elles envoient régulièrement de l'argent à leur famille tout en faisant des économies pour des projets dont le plus important est le retour au village et la construction d'une maison. Ainsi, elles « se situent délibérément dans la continuité de leur histoire, refusant l'hypothèse de la rupture ». (p. 168)

La rencontre entre nounou et employeuse se fait dans un contexte précis où les modes de

garde des enfants en bas âge proposés par la collectivité restent insuffisants. Mais, le choix de ce mode de garde ne se limite pas à cette raison. Avoir une nounou comporte des avantages qui rendent finalement cette solution moins onéreuse. Ce choix a des effets sociaux importants. Il fait ressurgir des questions sur l'emploi domestique – la domination du patron sur l'employée et la difficulté de celui-ci ou celle-ci de faire valoir ses droits sociaux –, il stimule la création de nouvelles embauches et il appelle à la réflexion sur les rapports de sexe. Dans ce cas, la nounou peut être considérée, sans mettre en cause les inégalités de sexe, comme une solution pour résoudre les conflits de couple. Ceux-ci sont alors déplacés vers un conflit de classe entre nounou et employeuse.

Dans la deuxième partie de son livre, Ibos analyse l'entrée d'une migrante dans un monde qui se prétend harmonieux et accueillant : l'appartement. Elle montre comment la nounou, figure transfuge, introduit la politique et le rapport de classe dans ce lieu, ce qui pose à nouveau la question des frontières entre l'espace public et l'espace privé.

La troisième partie expose un certain nombre de conflits moraux auxquels sont confrontées les employeuses : comment une employeuse peut-elle admettre qu'elle profite de la force de travail d'une personne défavorisée ? Un tel comportement ne corres-

pond pas à la conscience que l'employeuse a d'elle-même. En s'interrogeant sur ce qu'est « *un travail qui consiste à donner de l'amour* » (p. 131), Ibos explore la signification que les nounous donnent à leur travail : elles ne le tiennent pas en grande estime, mais essayent de bien faire pour ne pas perdre l'estime d'elles-mêmes.

Dans la dernière partie, l'auteure décrit la vie de ces nouvelles « *prolétaires de la mondialisation* » en dehors de leur lieu de travail et présente les enjeux du travail du *care* à l'échelle mondiale : comment les entreprises, représentantes du capitalisme, profitent de leur situation, comment la société doit prendre conscience que le travail des nounous est un « *travail qualitativement important et fonctionnellement indispensable* » (p. 220) et prendre en compte leurs droits et leurs conditions de vie.

On pourrait reprocher à l'auteure d'apporter davantage d'informations sur les nounous que sur les employeuses. Mais c'est justement cette étude concernant les premières qui comble un manque de connaissances en France. En outre, en raison de leurs conditions de vie instables et précaires, les nounous ne laissent pas de trace, « *elles savent se dissoudre dans le tumulte parisien* » (p. 24). Ces informations nous aident aussi à comprendre le rapport établi entre les nounous et leurs employeuses, et, par conséquent, les employeuses elles-mêmes.

Ainsi, dans le cadre du travail du *care*, en observant la relation asymétrique – fondée sur une nécessité – entre nounou et employeuse, le livre de Caroline Ibos représente une analyse transversale des rapports de sexe, de classe et de race. De plus, ce travail amène à prendre en compte les relations géopolitiques à l'œuvre dans un monde globalisé du travail.

**Michelle F. Redondo**

Doctorante en science politique et sociologie, Université Paris 8 et Unicamp, Brésil

**Marie Buscatto – *La fabrique de l'ethnologue. Dans les rouages du travail organisé***

(2010). Toulouse, Octarès « Travail et activité humaine », 168 p.

Le travail organisé est étudié depuis les années 1920 par les sociologues au moyen, entre autres, de l'observation. Ce que certains considèrent comme le moment fondateur de la sociologie du travail, l'enquête dans les usines de la Bell Company à Hawthorne par les élèves de Mayo et des cadres de l'entreprise, n'avait-il pas commencé par une observation dans la *Relay Assembly Room*, par un facilitateur du travail, véritable espion qui combina l'observation à une méthode astucieuse de recueil de données chiffrées<sup>11</sup> ? Mais, trop souvent,

cette tradition s'est perdue dans les sables et beaucoup de sociologues se contentent des récits ex-post faits par des acteurs pour fonder leurs diagnostics.

C'est probablement pour réagir contre ce tout-entretien, assez commode mais souvent obéré par son caractère de cahier de doléances ou de plaidoyer pour soi, que Marie Buscatto, professeure de sociologie, a produit cet ouvrage qui est à la fois un plaidoyer pour l'ethnographie de terrain, fondée sur l'observation, et un guide pour que les nouveaux initiés, cherchant à connaître une situation organisée, anticipent les difficultés de cette pratique et, en même temps, se convainquent de ses bienfaits.

S'appuyant sur ses propres recherches et sur des éléments très conséquents de littérature, française ou anglo-saxonne, l'auteure discute, théoriquement et dans les faits, les vertus de la connaissance circonstanciée et singulière que procure l'ethnographie. Pour ce faire, elle cite abondamment toute sorte d'auteur-e-s de sciences sociales, du marxiste Michael Burawoy au héraut de la casuistique Jean-Claude Passeron, en passant par le paradigme de la trace de Carlo Ginzburg. Et faisant sienne le postulat des ethnométhodologues et des interactionnistes symboliques comme Anselm Strauss ou des anthropologues de l'organisation comme Helen Schwartzman, selon qui : « *Comme les ethno-*

<sup>11</sup> Cf. entre autres, Mottez Bernard (1971). *La sociologie industrielle*. Paris, PUF ; Desmarez Pierre (1986). *La sociologie industrielle aux États-Unis*. Paris, Armand Colin.

graphes centrent le regard sur ce que les gens disent et sur ce qu'ils font, il leur est possible de comprendre la manière dont les routines quotidiennes produisent et transforment les structures organisationnelles et sociétales » (p. 66).

Le livre est à la fois convainquant et très pédagogique. Il rappelle les chocs empiriques et les découvertes théoriques que l'ethnographie de la fabrique ou la fabrique de l'ethnographe nous ont légués et remonte aux mécanismes de l'induction pour montrer comment ils suscitent en même temps sens et signification. Mais, peut-on se fier à la seule induction ? Marie Buscatto propose que l'on combine cette démarche avec celle de la réflexivité sur sa propre action : si l'on met en danger sa propre démarche d'enquête et que celle-ci résiste, alors on est assuré de ne pas voir les choses de façon unilatérale, ni d'avoir été converti par les sujets d'enquête en porte-parole. En somme, cette recommandation rejoint celle qu'Andrew Abbott propose à ses étudiants : « *Se poser la question de savoir ce qu'un foucaldien, un bourdieusien ou un wébérien penserait de ce que j'affirme* »<sup>12</sup>.

**Pierre Tripier**  
Sociologue

<sup>12</sup> Abbott Andrew (2004). *Methods of Discovery. Heuristics for the Social Sciences*. New York, W.W. Norton & Co, p. 87.

**Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel – Les lois Veil. Les événements fondateurs. Contraception 1974, IVG 1975**

(2012). Paris, Armand Colin « Coll. U », 228 p.

**Bibia Pavard – Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)**

(2012). Rennes, Presses universitaires de Rennes « Archives du féminisme », 358 p.

Alors que bien des travaux d'histoire abordent le contrôle des naissances de manière indirecte, Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel retracent dans ces deux publications l'histoire contemporaine de la contraception et de l'avortement. Leurs titres respectifs révèlent d'emblée des angles d'approche complémentaires : si l'ouvrage collectif met l'accent sur le processus législatif qui engendre la substitution de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) à l'avortement, le second livre, issu de la thèse de Pavard intègre, quant à lui, une analyse des mobilisations qui ont scandé le slogan féministe « Si je veux, quand je veux ».

Publiées simultanément, ces études portent sur des périodes charnières dans le traitement social et législatif de ces objets et participent d'une même entreprise de dénaturalisation de l'histoire, trop souvent désincarnée et pensée comme un 'progrès linéaire'.

Ces deux recherches se répondent et s'enrichissent mutuellement. Dans leur forme : la première inclut des éléments iconographiques qui sensibilisent les lecteurs et lectrices à la dimension militante ayant accompagné l'évolution législative en matière de contraception et d'avortement, tandis que la seconde entre davantage dans les détails avec un texte dense plus académique. Leurs contenus s'adressent à des publics distincts : quand le groupe d'historiennes met l'accent sur l'anatomie du changement législatif et le processus de reconstruction mémorielle qui a mené à une lecture partielle de cette histoire souvent réduite à la seule seconde loi Veil ; Pavard éclaire le versant militant de la question, offrant ainsi un approfondissement pour un public sans doute plus averti.

Les auteures donnent à voir deux chronologies du changement des modes de pensée et d'encadrement des objets étudiés, en insistant sur des éléments spécifiques : dans leur analyse commune, les chercheuses reviennent particulièrement sur les deux lois Veil – celle de 1974, qui élargit l'accès aux méthodes contraceptives amorcé par la loi Neuwirth (1967), et sa célèbre cadette de 1975 – en les réinsérant dans l'histoire plus longue de la régulation sociale des naissances (1920-1979). Pavard, quant à elle, expose dans un premier temps la naissance d'« une

*nouvelle liberté pour les couples* » : la contraception, depuis l'émergence de l'association La Maternité heureuse en 1956 jusqu'au dénouement législatif (1967). Cet aboutissement, bien que partiel, laisse place dans l'espace des revendications à celle, plus radicale, de l'avortement libre et gratuit (partie II). Enfin, l'auteure revient sur la mise en place des lois Veil et leurs consolidations (1973-1979).

Ces travaux partagent le même souci de visibiliser les « omissions de l'histoire », les effets de sélection et de reconstruction quant aux tentatives de réformes, par le haut comme par le bas, de l'encadrement étatique des pratiques contraceptives et abortives. Ainsi, Pavard met en avant le travail des militantes et s'applique à réhabiliter la parole de ces oubliées, au rôle pourtant central dans les mutations des représentations sociales, par leur engagement discursif et en actes – de la propagande des méthodes anticonceptionnelles à la pratique de la méthode Karman, elles ont interpellé les pouvoirs publics et bousculé l'ordre social. Cette démarche vient combler des lacunes importantes, consécutives à la marginalisation des mobilisations collectives dans les discours contemporains sur ces événements clés de l'histoire des femmes en France. Elle approfondit donc le travail initié au sein du collectif d'auteures en restituant finement les parcours et perceptions de

militantes anonymes comme de figures plus connues.

En cela, l'originalité de ce travail d'histoire est de s'appuyer sur des sources archivistiques mais aussi sur des matériaux traditionnellement associés à la sociologie – les entretiens –, qu'elle croise dans l'analyse et l'écriture. En outre, ces ouvrages s'inscrivent résolument dans une posture pluridisciplinaire, mêlant des concepts empruntés aux sociologies du genre, des classes sociales, des mobilisations et, plus largement, à la science politique, permettant de dépasser une simple chronologie des événements.

Leurs récits font apparaître différentes échelles d'analyse : (inter)national / local, travail législatif / militant, État / réseaux / structures plus ou moins formelles, comme l'illustre la trajectoire idéal-typique présentée de Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé, fondatrice de la Maternité heureuse. Son voyage aux États-Unis en 1947 est emblématique de l'ouverture d'un vaste mouvement de diffusion transnationale de nouvelles représentations sur le contrôle des naissances ; celles-ci s'implantent bientôt aux niveaux national et local, leur promotion s'effectuant à travers un travail de recadrage pour adapter le *birth control* au contexte français. Ces premières formes de militantisme se prolongent dans du *lobbying* pour obtenir, quelques années plus tard, la reconnaissance institutionnelle du

Planning familial. Cet itinéraire révèle le rôle crucial des aller-retour entre différentes focales, nécessaires pour percevoir les interactions plurielles existant entre elles.

L'attention portée à l'anodin, aux petites anecdotes, permet de saisir leur portée déterminante quant à la voie dans laquelle s'engagent les décideurs politiques. En ce sens, les chercheuses redonnent tout leur poids à des échanges informels ordinairement négligés. Leur travail enrichit, par une approche féministe, une histoire traditionnellement attentive aux cercles de pouvoir masculins légitimes, et met l'accent sur une analyse en termes de rapports sociaux de classe et de sexe. Les auteures réalisent ainsi un tour de force remarquable, celui de porter une approche engagée de l'historiographie, respectueuse du point de vue des dominées, tout en l'articulant aux paradigmes disciplinaires dominants.

Pour mêler écriture de la grande comme de la petite histoire, pour penser les va-et-vient entre approches « *par le haut* » et « *par le bas* » des évolutions institutionnelles et sociales, les auteures analysent subtilement les capitaux et dispositions à l'engagement qui ont été essentiels dans la défense sur la scène politique masculine du droit des femmes à maîtriser la procréation. Alors que le livre collectif se focalise sur la valorisation

des compétences techniques et familiales de Simone Veil, l'ouvrage de Pavard explore également les parcours des autres acteurs et actrices investi-e-s dans les mobilisations. Mais ces études se rejoignent dans leur approche minutieuse des réseaux et stratégies partisanes ou militantes, complétant certains éléments d'analyse développés par Sandrine Garcia quant aux trajectoires des engagé-e-s sur ces causes, et révélant clairement l'importance d'une analyse croisée des dimensions de genre et de classe dans la compréhension des 'ruses' militantes. C'est ainsi que la construction d'un « *féminin respectable* » – lié à la maternité et à un ensemble de codes bourgeois – a constitué une stratégie militante essentielle tout au long de ces batailles pour assurer le passage d'une revendication de statut minoritaire à des réformes institutionnelles.

Ces ouvrages réussissent le pari d'une analyse genrée des opérations de politisation qui marquent les changements législatifs évoqués. Quand les mouvements de femmes donnent un sens politique aux méthodes contraceptives et abortives, ainsi qu'à la critique du pouvoir médical exercé sur le corps des femmes, leurs façons de dire et de faire sont ensuite délaissées au nom d'une stratégie réformiste. Quand

MLAC, MFPP et MLF<sup>13</sup> engagent une réflexion et une action collectives sur ces sujets via une « *politique de la chambre à coucher* », le paysage politique n'en retient qu'une possibilité d'instrumentaliser la cause des femmes à des fins partisanes, tandis que le processus de légalisation finit par occulter le rôle des mobilisations collectives, réaffirmer le monopole médical et aboutit à ce que nous pourrions à notre tour appeler une « *politique de la chambre d'hôpital* ». En entrant dans la cuisine des procédures legalistes par la petite porte des sociabilités féminines, on apprend donc que des dynamiques constantes de politisation et dépolitisation jouent à plein dans la mise en débat de ces questions de société : tout au long du processus législatif et de l'institutionnalisation des structures militantes, le *féminisme* a le rôle de figure-repoussoir, le *féminin* celui de ressource pour lisser et 'sous-politiser' les débats. Un véritable paradoxe est décortiqué : la stratégie réformiste peut aboutir à condition qu'existe une approche 'révolutionnaire' (par le bas), qu'elle se doit de renier pour créer les conditions de sa réception favorable en terrain *masculin* (par le haut). La lecture de ces textes fournit ainsi des

---

<sup>13</sup> MLAC : Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception ; MFPP : Mouvement français pour le planning familial ; MLF : Mouvement de libération des femmes.

hypothèses pertinentes pour expliquer le fait que les réformes soient restées en-deçà des espérances militantes.

Les auteures des deux ouvrages abordent l'importance du rôle des politiques et d'experts : médecins et juristes qui mobilisent des stratégies et arguments miroirs dans ce paysage militant polarisé, où s'affrontent partisan-e-s et adversaires du changement. Ce continuum, plus nuancé dans le travail en trinôme, laisse clairement apparaître les différentes vagues de radicalité nécessaires aux évolutions des esprits, telles des couches sédimentant progressivement et permettant une avancée dans le combat pour le droit des femmes à décider en matière de procréation. Ainsi, dans la lignée de la Maternité heureuse, devenue MFPP 'génération Lagroua Weill-Hallé', naissent l'Association nationale pour l'étude de l'avortement (ANEA) et l'association Choisir, aux tons plus réformistes, tandis que le MLF et le MLAC occupent bientôt la scène radicale ; l'ensemble participe de l'émergence d'un nouveau Planning 'génération Iff', tourné vers la pratique des avortements : permanences, voyages vers les cliniques étrangères, usage de la méthode Karman.

On prend ainsi conscience des glissements successifs progressant vers un plus grand choix en matière de planification des naissances. Toutefois, ces ouvrages suggèrent que la bataille pour le

libre choix des femmes et le droit à disposer de leur corps est inachevée, les lois remettant entre les mains du corps médical le contrôle des corps des femmes et de leur sexualité/procréation. Si les auteures rappellent les dernières avancées législatives, on note la mise en veille des réseaux militants, et surtout une résurgence des représentations sociales négatives de l'avortement, régulièrement présenté comme traumatisant et dès lors à éviter, comme en témoignent les récentes tribunes dans *Libération*, en mars 2012, autour du « rapport Nisand » – remis au secrétariat d'État à la Jeunesse en février 2012 ; il préconise un ensemble de mesures visant à diminuer le recours à l'avortement chez les mineures.

Cet échange dans la presse, comme la mise en place d'un blog-manifeste *J'ai avorté et je vais bien, merci !*, suggèrent l'importance d'analyses contemporaines des représentations et pratiques qui, dans la lignée des travaux recensés, est indispensable pour saisir la manière dont se reconfigurent les rapports sociaux et les normes en matière de contraception, procréation et enfantement. Comme le soulignent Nathalie Bajos et Michèle Ferrand<sup>14</sup>, si les femmes peuvent

<sup>14</sup> Bajos Nathalie, Ferrand Michèle (2011). « De l'interdiction au contrôle : les enjeux contemporains de la législation de l'avortement ». *Revue française des affaires sociales*, n° 1.

aujourd'hui dissocier sexualité et procréation, elles sont aux prises avec des normes procréatives et contraceptives, où l'échec de contraception est considéré comme une déviance. Cela témoigne de la persistance du regard négatif posé sur l'avortement, quand bien même il est une donnée structurelle de la vie sexuelle et reproductive des femmes. Aussi, les travaux de ces historiennes incitent-ils à penser la reconfiguration des argumentaires fondateurs dans la construction normative de la gestion de la procréation : la contraception et son versant négatif – l'avortement, ultime recours – et ce, malgré le travail militant des années 1970 visant à modifier des façons de le penser et de le pratiquer.

**Marie Mathieu**

Doctorante en sociologie,  
Université Paris 8,  
CRESPPA-CSU et IREF-UQAM (Canada)

**Lucile Ruault**

Doctorante en science politique,  
Université Lille 2, CERAPS

**Anne Fausto-Sterling – *Corps en tous genres. La dualité des sexes à l'épreuve de la science***

(2012). Paris, La Découverte « Sciences humaines / Genre & sexualité », 392 p. (trad. d'Oristelle Bonis et Françoise Bouillot).

« L'homosexualité est contre-nature ! » est un slogan que l'on a beaucoup entendu ces derniers mois en France, lors des débats et manifestations bruyantes contre le mariage pour tou-te-s. Dans ce contexte d'homophobie acharnée, la traduction française de *Sexing*

*the body* d'Anne Fausto-Sterling, publiée douze ans après sa parution originale, est un événement porteur d'espoir : l'ouvrage propose des analyses détaillées et recherchées, pour répondre à la question de savoir ce qu'est la nature et quel est son rapport avec la sexualité, le sexe et le genre chez les humains (et les rongeurs).

Avec beaucoup d'humour et un style d'écriture extrêmement agréable, également pour les non-biologistes, Fausto-Sterling permet aux lectrices et lecteurs de suivre à la fois le développement et le changement des vérités scientifiques concernant le corps dans toutes leurs conflictualités et leurs contextes d'émergence et de mise au rebut historiques et politiques. *Corps en tous genres* représente un travail exemplaire d'interdisciplinarité, autant qu'une intervention centrale dans les débats sur la nature du sexe et du genre, un ouvrage canonique qui sans doute contribuera largement à faire avancer les débats sur le genre en France.

Fausto-Sterling ouvre son livre en se situant par rapport à une multiplicité de travaux existants sur le sujet et, par là même, dévoile ses propres *a priori*, une pratique faisant souvent défaut à la majorité des scientifiques, soucieux de conserver l'aura de leur propre objectivité (le *god's trick*, pour employer les mots de Donna Haraway). Pour Fausto-Sterling, « *la sexualité est un fait somatique créé par un effet culturel* »

(p. 40) qu'elle oppose aux débats qui mettent la sexualité, pour les uns du côté de la culture, pour les autres du côté de la nature. Elle décrit le passage de la sexualité comme pratique à la sexualité comme identité et réalité fondamentale et fixée qui empêche tout changement. Or, pour elle, « *les systèmes de genre changent* » (p. 101). Contrairement à une vision technophobe et naturalisante, Fausto-Sterling estime que « *les féministes doivent se sentir assez à l'aise avec la technologie pour dénicher les points de résistance qu'elle recèle* » (p. 101).

Le livre est divisé en deux grandes parties dont l'une est consacrée à la recherche sur les intersexuels et l'autre aux études sur les hormones sexuelles. Dans le dernier chapitre, l'auteure expose ses travaux les plus récents.

L'histoire violente du traitement médical des intersexes est connue en France à travers le *Manifeste contra-sexuel* de Beatriz Preciado (Balland 2000). Preciado et Fausto-Sterling se réfèrent toutes deux notamment au travail de Suzanne Kessler (*Lessons from the Intersexed*, Rutgers University Press, 1998). La seconde propose un travail beaucoup plus détaillé sur le développement scientifique au cours de l'histoire et ses *a priori* idéologiques qui brouillaient souvent même la raison logique. Elle décrit comment les narrations scientifiques sont mises en « *conformité avec nos transformations culturelles* » (p. 96).

Fausto-Sterling non seulement dénonce le fait que « *nous blâmons les pratiques de mutilation dans d'autres cultures* », alors que « *nous les tolérons chez nous* » (p. 104) ; mais elle observe aussi que le biais sexiste des sciences de la biologie a eu pour conséquence que « *le clitoris était mieux représenté au début du siècle dernier qu'aujourd'hui* » (p. 110). C'est donc le politique, le social et le culturel qui imprègnent gravement la recherche scientifique et le savoir médical (« *Nous ne pouvons percevoir le médical et le biologique qu'à travers le prisme de la culture.* » p. 120). Fausto-Sterling n'adhère pas à une vision pseudo-objective des sciences mais, au contraire, nomme ses propres normes et utopies qui invitent à prêter davantage d'attention à la variabilité, et moins à la conformité de genre (p. 132). Elle propose d'imaginer « *une nouvelle éthique du traitement médical permettant à l'ambiguïté de prospérer, ancrée dans une culture qui aura dépassé les hiérarchies de genre* » (p. 121).

Cette interrogation du rapport entre nature et culture, son intérêt porté au développement, à la validation et à la dévaluation des vérités scientifiques structurent aussi la deuxième partie du livre. À l'instar des études sur le corps calleux, Fausto-Sterling décrit « *comment les scientifiques ont transformé cet amas de fibres en objet de savoir* » (p. 143). Après avoir détaillé les différents pro-

blèmes méthodologiques dans ce qu'elle appelle « *la domestication du corps calleux* », elle conclut que celui-ci ne dit pas une vérité claire sur le genre, mais qu'au contraire, « *disons simplement qu'il murmure* » (p. 168). Ce processus d'inscription du genre dans le corps (« *au cours de ce siècle les scientifiques n'ont cessé d'intégrer plus profondément les signes du genre dans notre corps* », p. 170) se poursuit dans les recherches sur lesdites hormones sexuelles. Cette fois-ci, la sexuation du corps se produit « *en définissant comme des hormones sexuelles des régulateurs chimiques multisites de la croissance, rendant quasiment invisible leur rôle non sexuel dans le développement masculin et féminin* ». De la même façon, Fausto-Sterling révèle à ce sujet dans quelle mesure « *le travail de recherche sur la biologie des hormones est profondément lié à la politique du genre* » ; elle décrit « *comment le genre est devenu chimique* » (p. 171). Pour elle, il ne s'agit pas d'une coïncidence : au moment même où le premier mouvement des femmes tente d'élargir les droits des femmes, les sciences développent des modèles cherchant, au contraire, à confiner les genres (p. 177). Fausto-Sterling observe, au début du XX<sup>e</sup> siècle, des échanges croissants entre le savoir social et scientifique, la recherche et la science appliquée. Or, elle montre aussi comment certaines féministes ont engagé

des alliances douteuses, notamment dans le contexte du contrôle des naissances. Ce sont, en effet, des féministes comme Margaret Sanger qui ont choisi de participer au mouvement eugéniste, avec toutes les conséquences que ces politiques impliquent.

Même si les résultats des expériences contredisent un simple binarisme des genres ou des sexes, les scientifiques persistent dans cette vision dualiste : « *En examinant comment les scientifiques luttèrent pour réconcilier des données expérimentales avec une vérité qu'ils jugeaient certaine sur la différence de genre, nous en apprendrons un peu plus sur la façon dont les hormones ont acquis un sexe.* » (p. 203) Par la suite, la situation semble avoir peu changé : le récit des hormones sexuelles, notamment, n'a pratiquement pas été déchu de son pouvoir de conviction. « *Ces deux hormones ont beau apparaître dans tous les types de corps et y produire toutes sortes d'effets différents, nombre de journalistes et de chercheurs continuent à voir dans l'œstrogène l'hormone femelle, et dans la testostérone l'hormone mâle.* » (p. 204) Au milieu du siècle, par la psychanalyse, le féminisme, mais aussi par les recherches sur les hormones, « *le sexe est au cœur même de notre être* » (p. 213). Dans l'après-guerre et avec la guerre froide, « *la politique du genre se combina au nouveau langage de sécurité nationale* » (p. 223). Dans le

maccarthysme qui opérait un lien entre communistes et homosexuel·le·s, « *la sécurité nationale dépendait de femmes et d'hommes remplissant adéquatement leurs rôles domestiques* » (p. 224).

Fausto-Sterling fournit une étude exemplaire du développement d'un fait scientifique, dans le sens de Ludwik Fleck : elle retrace les validations et dévaluations théoriques au cours de l'histoire en commençant par la conception de « *l'aventure longue, malaisée et risquée* » du devenir mâle à partir d'une féminité embryonnaire basique décrite par l'embryologiste français Alfred Jost. Cette vision est interrogée par les études plus libérales d'un Frank Ambrose Beach pour qui « *l'homosexualité humaine reflète le caractère essentiellement bisexuel de notre héritage de mammifère* » (p. 239). Ce dernier est ensuite remplacé par la théorie O/A qui constate une *organisation* hormonale du cerveau au stade prénatal étant par la suite *activée* ou non, par exemple au moment de la puberté ; une théorie qui prédominera pendant des décennies. Il faudra attendre le milieu des années 1970 pour que la méthodologie de la théorie O/A soit mise en question par la prise en compte du contexte de l'expérience, ce qui fera basculer cette théorie hors du cadre des vérités scientifiques. C'est seulement à partir de ce moment-là – et clairement dans le contexte du

mouvement des femmes et pour les droits des homosexuel·le·s – qu'un modèle linéaire, où le féminin et le masculin sont des pôles extrêmes entre lesquels un individu doit se situer, est mis en question par un modèle orthogonal ouvrant un champ dans lequel des personnes plus ou moins féminines/masculines peuvent se situer (p. 251). Dans ce contexte, Fausto-Sterling ne veut plus décrire le rapport entre nature et culture comme réciproque, mais propose de « *voir la nature et la culture comme un système dynamique indivisible* » (p. 256). Elle suggère l'image de la bande de Möbius comme « *image de pensée* » : en poursuivant une recherche scientifique même à l'échelle la plus basique comme la cellule ou l'ADN, on ne peut que se retrouver soudainement aux niveaux politique et social, tandis que la culture, les structures politiques et sociales sont simultanément construites par les 'découvertes' des sciences prouvant la justesse des inégalités ou le contraire.

Fausto-Sterling clôt son livre sur un bref aperçu de ses travaux plus récents qui concernent notamment le génie génétique, la biologie cellulaire et la plasticité du cerveau et du système nerveux. Elle dénonce les efforts, toujours de grande actualité, des sciences pour expliquer le comportement humain par des données biologiques et soutient que l'environnement et le corps

coproduisent le comportement (p. 271).

Si cette traduction permettra au féminisme francophone de mieux se battre contre les arguments biologistes (la biologie étant la politique poursuivie par d'autres moyens, selon Haraway, que cite aussi Fausto-Sterling), l'autre grand bénéfice de ce livre réside dans la pluridisciplinarité

du travail ; car si la rhétorique de l'inter- et du multidisciplinaire est très présente dans les projets et descriptions de recherche en France, la pratique montre, au contraire, une grande réticence envers l'interdisciplinarité, ceci allant jusqu'à une disciplinarisation renforcée.

**Cornelia Möser**

Philosophe, CNRS, CRESPPA-GTM